

C.C.T. DU 18.06.2001 CONCERNANT L'OCTROI D'UNE INDEMNITÉ COMPLÉMENTAIRE EN FAVEUR DE CERTAINS TRAVAILLEURS AGES EN CAS DE LICENCIEMENT

POUR LES OUVRIERS DE LA SOUS-COMMISSION PARITAIRE DE L'INDUSTRIE TEXTILE DE L'ARRONDISSEMENT ADMINISTRATIF DE VERVIERS (S-C.P. 120.01)

Vu le protocole d'accord du 15.06.2001 pour les ouvriers (ières) de l'industrie textile de l'arrondissement administratif de Verviers ;

Vu la C.C.T. du 18.06.2001 pour les ouvriers(ières) de l'industrie textile de l'arrondissement administratif de Verviers conclue pour les années 2001-2002 ;

Vu la loi du 7 janvier 1958 concernant les Fonds de Sécurité d'Existence ;

Vu la C.C.T. n° 17 conclue le 19.12.1974 au sein du Conseil National du Travail ;

Vu l'A.R. du 7 décembre 1992 relatif à l'octroi d'allocations de chômage en cas de prépension conventionnelle ;

IL EST CONVENU ENTRE

La Centrale Chrétienne des Travailleurs du Textile et du Vêtement de Belgique
La F.G.T.B. Textile, Vêtement et Diamant
La Centrale Générale des Syndicats Libéraux de Belgique

d'une part

ET

La Fédération du Textile FEBELTEX

d'autre part,

CE QUI SUIT :

I. CHAMP D'APPLICATION DE LA CONVENTION

Article 1

La présente convention collective est applicable à toutes les entreprises textiles relevant de la compétence de la Sous-Commission Paritaire pour l'industrie textile de l'arrondissement administratif de Verviers (S-C.P. 120.01) et aux ouvriers(ières) qu'elles occupent.

II. PORTÉE DE LA CONVENTION

Article 2

La présente C.C.T. règle l'octroi d'une indemnité complémentaire en faveur de certains travailleurs âgés en cas de licenciement.

63747/60/120

NR
N°

NEERLEGGING-DEPOT | REGISTR. ENREGISTR.

28-06-2001
0802



Article 3

Conformément aux dispositions de l'article 3 § 2 de l'A.R. du 17.12.1992 relatif à l'octroi d'allocations de chômage en cas de prépension conventionnelle, l'âge minimum pour pouvoir bénéficier de cette allocation complémentaire est, à partir du 1^{er} janvier 2001, fixé à 58 ans.

Article 4

En exécution des dispositions de l'article 5 des statuts, fixés par la convention collective de travail du 21 avril 1981, conclue au sein de l'Ane. Commission Paritaire de l'industrie textile de l'arrondissement administratif de Verviers, instituant un Fonds de sécurité d'existence de l'industrie textile de l'arrondissement administratif de Verviers et en fixant ses statuts, rendue obligatoire par arrêté royal du 14.09.1981, une indemnité complémentaire est accordée aux ouvriers(ières) visé(e)s aux articles 2 et 3 à charge du Fonds, dont le montant et les conditions d'octroi et de liquidation sont fixés ci-après.

De plus, les cotisations patronales spéciales imposées par les articles 268 à 271 de la Loi-Programme du 22.12.1989 et par l'article 141 de la loi du 29 décembre 1990, portant des dispositions sociales, et par les arrêtés d'exécution, sont prises en charge par le Fonds.

III. BÉNÉFICIAIRES DE L'INDEMNITÉ COMPLÉMENTAIRE

Article 5

L'indemnité complémentaire visée à l'article 2 concerne l'octroi d'avantages semblables à ceux prévus par la convention de travail n° 17 conclue au Conseil National du Travail le 19 décembre 1974 à tous les travailleurs qui seront involontairement mis au chômage, qui auront droit, durant la période du 1^{er} janvier 2001 au 31 décembre 2002 inclus, aux allocations de chômage légales et qui auront atteint l'âge mentionné à l'article 3 ci-dessus le premier jour donnant droit à ces allocations.

Sans préjudice de la condition selon laquelle l'âge minimum visé à l'article 3 doit être atteint pendant la durée de validité de la présente C.C.T., le premier jour donnant droit aux allocations de chômage légales peut se situer après le 31.12.2002 si cela est la conséquence de la prolongation du délai de préavis par l'application des articles 38 § 2 et 38bis de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail.

Article 6

Sans préjudice des conditions d'ancienneté fixées par l'A.R. du 7.12.1992 précité, les travailleurs doivent, pour pouvoir bénéficier de la prépension conventionnelle, satisfaire à une des conditions d'ancienneté suivantes :

- soit 15 ans de travail salarié dans les secteurs textile, bonneterie, habillement, confection et/ou préparation de lin ;
- soit 5 ans de travail salarié dans les secteurs textile, bonneterie, habillement, confection et/ou préparation de lin au cours des 10 dernières années dont au moins 1 an dans les 2 dernières années.

En ce qui concerne les jours de travail assimilés, il y a lieu de se référer à l'article 2 § 3 de l'A.R. du 7.12.1992.

Article 7

Les travailleurs visés à l'article 5 ont, dans la mesure où ils bénéficient des allocations de chômage légales, droit à l'indemnité complémentaire jusqu'à la date à laquelle ils atteignent l'âge requis pour pouvoir bénéficier de la pension légale et dans les conditions fixées dans la réglementation relative aux pensions.

Le régime bénéficie également aux travailleurs qui seraient sortis temporairement du régime et qui, par après, demandent à nouveau de bénéficier de celui-ci, pour autant qu'ils reçoivent à nouveau des allocations de chômage légales.

IV. MONTANT DE L'INDEMNITÉ COMPLÉMENTAIRE

Article 8

Le montant de l'indemnité complémentaire est égal à la moitié de la différence entre la rémunération nette de référence et l'allocation de chômage.

Article 9

A partir du 1^{er} mai 2001, l'indemnité complémentaire, dont le montant brut est inférieur à 4.000 BEF (99,16 €) par mois, est majorée jusqu'à 4.000 BEF (99,16 €) brut par mois. Cette augmentation du montant de l'indemnité complémentaire ne peut pas avoir comme conséquence que le montant mensuel brut total de cette indemnité complémentaire et des allocations de chômage dépasse le seuil pris en considération pour le calcul de la retenue du travailleur sans charge de famille à verser à l'Office National des Pensions et qui au 01.05.2001 est fixé à 38.617 BEF (957,29 €) par mois.

Article 10

La rémunération nette de référence correspond à la rémunération mensuelle brute plafonnée à 37.925 BEF (940,14 €) et diminuée de la cotisation personnelle à la sécurité sociale calculée sur base du salaire normal à 100% et de la retenue fiscale.

La limite de 37.925 BEF (940,14 €) est rattachée à l'indice 134,52 (1971 = 100) et atteint donc 109.800 BEF (2 721,87 €) au 01.01.2001. Elle est liée aux fluctuations de l'indice des prix à la consommation, conformément aux dispositions de la loi du 2 août 1971 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation. Cette limite est en outre révisée au 1^{er} janvier de chaque année en tenant compte de l'évolution des salaires conventionnels conformément à ce qui est décidé à ce sujet au Conseil National du Travail.

A partir du 01.01.2000, la rémunération nette de référence est arrondie à l'Euro **supérieur**.

Article 11

1. La rémunération brute comprend les primes contractuelles qui sont directement liées aux prestations fournies par l'ouvrier(ière), qui font l'objet de retenues de sécurité sociale et dont la périodicité de paiement n'est pas supérieure à un mois.

Elle comprend aussi les avantages en nature qui sont soumis à retenues de sécurité sociale.

Par contre, les primes ou indemnités qui sont accordées en contrepartie de frais réels ne sont pas prises en considération.

2. Pour l'ouvrier(ière) qui est payé(e) par mois, la rémunération brute est la rémunération obtenue par lui(elle) pour le mois de référence défini au 6. ci-après.
3. Pour l'ouvrier(ière) qui n'est pas payé(e) par mois, la rémunération brute est calculée en fonction de la rémunération horaire normale.

La rémunération horaire normale s'obtient en divisant la rémunération des prestations normales du mois de référence par le nombre d'heures normales fournies dans cette période. Le résultat ainsi obtenu est multiplié par le nombre d'heures de travail prévu par le régime de travail hebdomadaire de l'ouvrier(ière) ; ce produit multiplié par 52 et divisé par 12 correspond à la rémunération mensuelle.

4. La rémunération brute d'un(e) ouvrier(ière) qui n'a pas travaillé pendant tout le mois de référence est calculée comme s'il (si elle) avait été présent(e) tous les jours de travail compris dans le mois considéré.

Lorsqu'en raison des stipulations de son contrat, un(e) ouvrier(ière) n'est tenu(e) de travailler que pendant une partie du mois de référence et n'a pas travaillé pendant tout ce temps, sa rémunération brute est calculée en fonction du nombre de jours de travail prévu à son contrat.

5. A la rémunération brute obtenue par l'ouvrier(ière), qu'il(elle) soit payé(e) par mois ou autrement, il est ajouté un douzième du total des primes contractuelles et de la rémunération variable dont la périodicité de paiement n'est pas supérieure à un mois, perçues distinctement par l'ouvrier(ière) au cours des douze mois qui précèdent la date de licenciement.
6. A l'occasion de la concertation prévue par l'article 15, il sera décidé de commun accord quel est le mois de référence à prendre en considération.

Lorsqu'il n'est pas fixé de mois de référence, celui-ci sera le mois civil qui précède la date du licenciement.

V. ADAPTA TION DU MONTANT DE L'INDEMNITÉ COMPLÉMENTAIRE

Article 12

Le montant des indemnités complémentaires payées est lié aux fluctuations de l'indice des prix à la consommation suivant les modalités d'application en matière d'allocations de chômage, conformément aux dispositions de la loi du 2 août 1971.

En outre, le montant de ces indemnités est révisé au 1er janvier de chaque année en fonction de l'évolution des salaires conventionnels, conformément à ce qui est décidé à ce sujet au Conseil National du Travail.

Pour les travailleurs qui entrent dans le régime dans le courant de l'année, l'adaptation en vertu de l'évolution des salaires conventionnels est opérée en tenant compte du moment de l'année où a lieu l'entrée dans le régime ; chaque trimestre est pris en considération pour ce calcul de l'adaptation.

VI. PÉRIODICITÉ DU PAIEMENT DE L'INDEMNITÉ COMPLÉMENTAIRE

Article 13

Le paiement de l'indemnité complémentaire se fait mensuellement.

VII. CONCOURS DE L'INDEMNITÉ COMPLÉMENTAIRE ET D'AUTRES AVANTAGES

Article 14

L'indemnité complémentaire ne peut être cumulée avec d'autres indemnités ou allocations spéciales, résultant du licenciement, accordées en vertu de dispositions légales ou réglementaires. Dès lors, l'ouvrier(ière) licencié(e) dans les conditions prévues par l'article 5 devra d'abord épuiser ses droits découlant de ces dispositions, avant de pouvoir prétendre à l'indemnité complémentaire visée à l'article 2.

VIII. PROCÉDURE DE CONCERTATION

Article 15

Avant de licencier un ou plusieurs travailleurs visés à l'article 5, l'employeur se concertera avec les représentants du personnel au sein du conseil d'entreprise ou à défaut, avec la délégation syndicale. Sans préjudice des dispositions de la convention collective de travail n° 9 du 9 mars 1972, notamment de son article 12, cette concertation a pour but de décider de commun accord si, indépendamment des critères de licenciement en vigueur dans l'entreprise, des travailleurs, répondant au critère d'âge prévu par l'article 3, peuvent être licenciés par priorité et, dès lors, bénéficier du régime complémentaire.

A défaut de conseil d'entreprise ou de délégation syndicale, cette concertation a lieu avec les représentants des organisations représentatives des travailleurs, ou à défaut, avec les ouvriers(ières) de l'entreprise.

Avant de prendre une décision en matière de licenciement, l'employeur invite en outre les ouvriers(ières) concerné(e)s par lettre recommandée, à un entretien au siège de l'entreprise pendant les heures de travail. Cet entretien a pour but de permettre à l'ouvrier(ière) de communiquer à l'employeur ses objections vis-à-vis du licenciement envisagé. Conformément à la convention collective de travail du 03.05.1972 de la C.P. 120 concernant le statut de la délégation syndicale, notamment en son article 7, l'ouvrier(ière) peut, lors de cet entretien, se faire assister par son délégué syndical. Le licenciement peut avoir lieu au plus tôt à partir du deuxième jour de travail qui suit le jour où l'entretien a eu lieu ou était projeté.

Les ouvriers(ières) licencié(e)s, ont la faculté soit d'accepter le régime complémentaire, soit de le refuser et de faire dès lors partie de la réserve de main-d'oeuvre.

IX. PAIEMENT DE L'INDEMNITÉ COMPLÉMENTAIRE

Article 16

Le paiement de l'indemnité complémentaire est à charge du **Fonds** de sécurité d'existence de l'industrie textile de l'arrondissement administratif de Verviers.

A cet effet, les employeurs sont tenus de faire usage du formulaire adéquat qui peut être obtenu au siège du Fonds, rue de Bruxelles 41 à 4800 Verviers.

Les directives administratives du Conseil d'Administration du Fonds doivent être observées.

X. DISPOSITIONS FINALES

Article 17

Les formalités administratives nécessaires à l'exécution de la présente convention sont fixées par le conseil d'administration du Fonds visé à l'article 4.

Article 18

Les difficultés d'interprétation générale de la présente **C.C.T.** sont réglées par le conseil d'administration du Fonds de sécurité d'existence de l'industrie textile de l'arrondissement administratif de Verviers par référence à et dans l'esprit de la C.C.T. n° 17 du Conseil National du Travail.

Article 19

La présente convention est valable pour la période du 1er janvier 2001 jusqu'au 31 décembre 2002 inclus.

Fait à Gand, le 18 juin 2001.

PARITAIR COMITE VOOR DE TEXTIELNIJVERHEID EN HET BREIWERK

**CAO. VAN 18.06.2001 BETREFFENDE DETOEKENNING VAN EEN
AANVULLENDE VERGOEDING TEN GUNSTE VAN SOMMIGE OUDERE
WERKNEMERS IN GEVAL VAN ONTSLAG**

**VOOR DE ARBEIDERS VAN HET PARITAIR SUBCOMITE VOOR DE
TEXTIELNIJVERHEID UIT HET ADMINISTRATIEF ARRONDISSEMENT
VERVIERS (P.S.C. 120.01)**

Gelet op het protocolakkoord van 15.06.2001 voor de werklieden (werksters) uit de
textielnijverheid uit het administratief arrondissement Verviers;

Gelet op de C.A.O. van 18.06.2001 voor de werklieden (werksters) uit de textielnijverheid uit
het administratief arrondissement Verviers, gesloten voor de jaren 2001-2002;

Gelet op de wet van 7 januari 1958 betreffende de Fondsen voor Bestaanszekerheid;

Gelet op de C.A.O. nr. 17 gesloten op 19.12.1974 in de Nationale Arbeidsraad;

Gelet op het K.B. van 7 december 1992 betreffende de toekenning van
werkloosheidsuitkeringen in geval van conventioneel brugpensioen;

WORDT OVEREENGEKOMEN TUSSEN:

De Christelijke Centrale der Textiel- en kledingbewerkeren van België
Het A.B.V.V. Textiel, Kleding en Diamant
De Algemene Centrale der Libérale Vakbonden van België

EN

De Textielfederatie FEBELTEX

enerzijds

anderzijds,

WAT VOLGT:

1. TOEPASSINGSGEBIED VAN DE OVEREENKOMST

Artikel 1

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op **alle** textielondernemingen die
vallen onder de bevoegdheid van het Paritair Subcomité voor de textielnijverheid uit het
administratief arrondissement Verviers (P.S.C. 120.01) en op de werklieden (werksters) die
zij tewerkstellen.

	NR.	N°
		63777/6/120
REGISTR.		
		200802
NE-LEGANG-DEPOT		
		286601

Artikel 2

Deze C.A.O. regelt de toekenning van een **aanvullende** vergoeding ten gunste van sommige oudere werknemers in **geval** van ontslag.

Artikel 3

Overeenkomstig de bepalingen van **artikel 3 § 2** van het K.B. van 17.12.1992 **betreffende** de toekenning van werkloosheidsuitkeringen in geval van conventioneel **brugpensioen**, wordt de minimumleeftijd om deze aanvullende vergoeding te kunnen genieten vanaf 1 januari 2001 vastgelegd op 58 jaar.

Artikel 4

In uitvoering van de bepalingen van artikel 5 van de statuten, vastgelegd door de collectieve arbeidsovereenkomst van **21 april 1981**, gesloten in het oude Paritair Comité voor de textielnijverheid uit het administratief arrondissement **Verviers**, tot oprichting van een Fonds voor Bestaanszekerheid voor de textielnijverheid uit het administratief arrondissement Verviers en tot vaststelling van de statuten, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 14.09.1981, wordt een aanvullende vergoeding toegekend aan de werklieden (werksters) bedoeld in artikel 2 en 3 ten **laste** van het Fonds, **waarvan** het bedrag en de toekennings- en uitvoeringsvoorwaarden hierna worden vastgelegd.

Meer nog, de spéciale werkgeversbijdragen opgelegd door de **artikelen 268 tot 271** van de Programmawet van 22.12.1989 en door artikel 141 van de wet van 29 december 1990 houdende sociale bepalingen en door de uitvoeringsbesluiten, worden door het Fonds ten laste genomen.

///. RECHTHEBBENDEN OP DE AANVULLENDE VERGOEDING

Artikel 5

De aanvullende vergoeding bedoeld in artikel 2 **betreft** de toekenning van voordelen vergelijkbaar met deze bepaald door de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 17 gesloten in de Nationale Arbeidsraad op 19 december 1974 op **alle** werknemers die onvrijwillig werkloos zijn, die, gedurende de période van 1 januari 2001 **tot** en met 31 december 2002, **recht** zullen hebben op de **wettelijke** werkloosheidsuitkeringen en die de **leeftijd** zullen bereikt hebben vermeld in artikel 3 de eerste dag die recht **geeft** op deze uitkeringen.

Ongeacht de voorwaarde volgens dewelke de minimumleeftijd bedoeld in artikel 3 moet bereikt zijn gedurende de geldigheidsduur van deze C.A.O., mag de eerste dag die recht geeft op de wettelijke werkloosheidsuitkeringen zich situeren na 31.12.2001 **als** die het gevolg is van de verlenging van de opzeggingstermijn door de toepassing van de **artikelen 38 § 2 en 38bis** van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten.

Artikel 6

Ongeacht de anciënniteitsvoorwaarden bepaald door voornoemd K.B. van 7.12.1992, moeten de werknemers aan een van de volgende anciënniteitsvoorwaarden voldoen om het conventioneel **brugpensioen** te kunnen genieten:

- ofwel 15 jaar loonarbeid in de sectoren textiel, breiwerk, kleding, confectie en/of vlasbereiding;
- ofwel 5 jaar loonarbeid in de sectoren textiel, breiwerk, kleding, confectie en/of vlasbereiding tijdens de laatste 10 jaren waarvan minstens 1 jaar tijdens de laatste twee jaren.

Wat de gelijkgestelde arbeidsdagen **betreft**, kan er **verwezen** worden naar **artikel 2 § 3** van het K.B. van 7.12.1992.

Artikel 7

De werknemers bedoeld in artikel 5 hebben, voor **zover** zij de **wettelijke** werkloosheidsuitkeringen genieten, recht op een **aanvullende** vergoeding **tot** op de datum waarop zij de vereiste **leeftijd** bereiken om het wettelijk pensioen te kunnen genieten en onder de voorwaarden bepaald in de reglementering **betreffende** de pensioenen.

Het stelsel is ook van toepassing op de werknemers die tijdelijk uit het stelsel zijn gestapt en die nadien vragen om het opnieuw te kunnen genieten, voor **zover** zij opnieuw wettelijke werkloosheidsuitkeringen ontvangen.

IV. BEDRAG VAN DE AANVULLENDE VERGOEDING

Artikel 8

Het bedrag van de aanvullende vergoeding is gelijk aan de **helft** van het verschil tussen het netto **referteloon** en de werkloosheidsuitkering.

Artikel 9

Vanaf 1 mei 2001 wordt de aanvullende vergoeding, waarvan het **brutobedrag** lager is dan 4.000 BEF (€ 99,16) per **maand**, verhoog tot 4.000 BEF (€ 99,16) bruto per **maand**. Deze verhoging van het bedrag van de aanvullende vergoeding mag niet **totgevolg** hebben dat het totale bruto maandbedrag van deze aanvullende vergoeding en van de werkloosheidsuitkeringen de drempel **overschrijdt** die in aanmerking wordt genomen voor de berekening van de inhouding van de werknemer zonder gezinslast te **storten** aan de Nationale Dienst van de Pensioenen en die op 01.05.2001 wordt vastgelegd op 38.617 BEF (€ 957,29) per maand.

Artikel 10

Het netto referteloon komt overeen met het bruto maandloon geplafonneerd op 37.925 BEF (€ 940,14) en verminderd met de persoonlijke bijdrage aan de sociale zekerheid berekend op basis van het normale loon aan 100 % en van de fiscale inhouding.

De grens van 37.925 BEF (€ 940,14) wordt gekoppeld aan de index 134,52 (1971 = 100) en bereikt dus 109.800 BEF (€ 2 721,87) op 01.01.2001. Zij is gekoppeld aan de schommelingen van het indexcijfer der **consumptieprijzen**, overeenkomstig de bepalingen van de wet van 2 augustus 1971 **houdende** inrichting van een stelsel van koppeling aan het indexcijfer der consumptieprijzen. Deze grens wordt bovendien herzien op 1 januari van **elk**jaar, rekening **houdend** met de evolutie van de conventionele **lonen**, overeenkomstig hetgeen hieromtrent wordt beslist door de Nationale **Arbeidsraad**.

Vanaf 01.01.2001 wordt het netto **referteloon** afgerond naar **de hogere euro**.

Artikel 11

1. Het **brutoloon** omvat de contractuele premies die direct gekoppeld zijn aan de prestaties geleverd door de arbeid(st)er, die het **voorwerp** uitmaken van **inhoudingen** van de sociale zekerheid en waarvan de betalingsperiodiciteit niet hoger is dan een **maand**.

Het omvat eveneens de voordelen in natura die **onderworpen** zijn aan inhoudingen van de sociale zekerheid.

De premies of vergoedingen die worden toegekend **alstegenprestatie** voor **reële** kosten worden daarentegen niet in aanmerking genomen.

2. Voor de werkmán (werkster) die per maand betaald wordt, is het brutoloon het loon dat door hem (haar) ontvangen wordt voor de **refertemaand** bepaald in 6. **hierna** vermeld.
3. Voor de werkmán (werkster) die niet per maand betaald wordt, wordt het brutoloon berekend in functie van het normale uurloon.

Het normale uurloon wordt bekomen door het loon van de normale prestaties van de refertemaand te **delen** door het aantal normale uren gepresteerd in deze période. Dit resultaat wordt **vermenigvuldigd** met het aan arbeidsuren bepaald door het wekelijks arbeidsstelsel van de werkmán (werkster); dit product vermenigvuldigd met 52 en gedeeld door 12 komt overeen met het maandloon.

4. Het brutoloon van een werkmán (werkster) die niet gedurende de **helerefertemaand** gewerkt **heeft**, wordt berekend **alsof** hij (zij) **alle** arbeidsdagen die in de betrokken maand begrepen zijn, aanwezig was.

Als omwille van bepalingen in zijn (haar) contract een werkmán (werkster) slechts een gedeelte van de refertemaand **moet** werken en niet gedurende deze tijd gewerkt heeft, wordt zijn (haar) brutoloon berekend in functie van het aantal arbeidsdagen bepaald in zijn (haar) contract.

5. Bij het brutoloon dat de werkmán (werkster) ontvangt, of hij (zij) per maand betaald wordt of **anders**, wordt een twaalfde gevoegd van het totaal van de contractuele premies en van het variabel loon waarvan de betalingsperiodiciteit niet hoger is dan een maand, **apart** ontvangen door de werkmán (werkster) tijdens de twaalf maanden die de datum van ontslag voorafgaan.

6. Tijdens het overleg bepaald door **artikel 15** zal er in onderling overleg beslist worden welke referentemaand in aanmerking moet genomen worden.

Als er geen referentemaand bepaald wordt, zal dit de kalendermaand zijn die voorafgaat aan het ontslag.

V. **AANPASSING VAN HET BEDRAG VAN DE AANVULLENDE VERGOEDING**

Artikel 12

Het bedrag van de betaalde aanvullende vergoedingen wordt gekoppeld aan de schommelingen van het indexcijfer der **consumptieprijzen** volgens de toepassingsmodaliteiten inzake werkloosheidsuitkeringen, overeenkomstig de bepalingen van de wet van 2 augustus 1971.

Bovendien wordt het bedrag van deze vergoedingen herzien op 1 januari van **elke** jaar in functie van de evolutie van de conventionele lonen, overeenkomstig hetgeen hieromtrent is beslist in de Nationale Arbeidsraad.

Voor de werknemers die in het stelsel stappen tijdens het jaar, wordt de aanpassing op grond van de evolutie van de conventionele lonen uitgevoerd rekening houdend met het moment van het jaar waarop de instap in het stelsel **gebeurt**; elk kwartaal wordt in aanmerking genomen voor de berekening van de aanpassing.

VI. **BETALINGSPERIODICITEIT VAN DE AANVULLENDE VERGOEDING**

Artikel 13

De betaling van de aanvullende vergoeding gebeurt maandelijks.

VII. **CUMULATIE VAN DE AANVULLENDE VERGOEDING EN ANDERE VOORDELEN**

Artikel 14

De aanvullende vergoeding kan niet gecumuleerd worden met andere vergoedingen of speciale uitkeringen die **voortkomen** uit het ontslag, toegekend op grond van wettelijke of réglementaire bepalingen. De ontslagen werkman (werkster) zal trouwens eerst, in de bepalingen bepaald door artikel 5, zijn (haar) rechten moeten uitputten die **voortvloei**en uit deze bepalingen alvorens aanspraak te kunnen **maken** op de aanvullende vergoeding bedoeld in artikel 2.



VIII. OVERLEGPROCEDURE

Artikel 15

Alvorens een of meer werknemers bedoeld in artikel 5 te ontslaan, zal de werkgever overleg plegen met de personeelsverantwoordelijken in de ondernemingsraad of bij gebreke hiervan met de vakbondsafvaardiging. Ongeacht de bepalingen van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 9 van 9 maart 1972, meer bepaald artikel 12, heeft dit overleg tot doel in onderling overleg te beslissen of, onafhankelijk van de ontslagcriteria die van kracht zijn in de onderneming, de werknemers die aan de leeftijdscriteria bepaald door artikel 3 voldoen, bij voorrang kunnen ontslagen worden en, dus, het aanvullend stelsel kunnen genieten.

Bij gebreke van een ondernemingsraad of een vakbondsafvaardiging vindt dit overleg plaats met de vertegenwoordigers van de representatieve werknemersorganisaties, of bij gebreke hiervan met de werklieden (werksters) van de onderneming.

Alvorens een beslissing te nemen inzake ontslag, nodigt de werkgever bovendien de betrokken werklieden (werksters) uit per aangetekende brief voor een onderhoud ten zetel van de onderneming tijdens de arbeidsuren. Dit onderhoud heeft tot doel het de werkmans (werkster) mogelijk te maken zijn (haar) bezwaren mee te delen aan de werkgever over het overwogen ontslag. Overeenkomstig de collectieve arbeidsovereenkomst van 03.05.1972 van het P.C. 120 betreffende het statuut van de vakbondsafvaardiging, meer bepaald in artikel 7, kan de werkmans (werkster) zich, tijdens dit onderhoud, laten bijstaan door zijn vakbondsafgevaardigde. Het ontslag kan ten vroegste gebeuren vanaf de tweede werkdag die volgt op de dag waarop het onderhoud heeft plaatsgevonden of was gepland.

De ontslagen werklieden (werksters) hebben de mogelijkheid om ofwel het aanvullend stelsel te aanvaarden, ofwel het te weigeren en dus deel uit te maken van de reserve van arbeidskrachten.

IX. BETALING VAN DE AANVULLENDE VERGOEDING

Artikel 16

De betaling van de aanvullende vergoeding is ten laste van het Fonds voor bestaanszekerheid van de textielnijverheid uit het administratief arrondissement Verviers. Daarom moeten de werkgevers het juiste formulier gebruiken dat kan verkregen worden op de zetel van het Fonds, rue de Bruxelles 41 te 4800 Verviers. De administratieve richtlijnen van de Raad van Beheer van het Fonds moeten worden nageleefd.

X. SLOTBEPALINGEN

Artikel 17

De nodige administratieve formaliteiten voor de uitvoering van deze overeenkomsten worden bepaald door de raad van beheer van het Fonds bedoeld in artikel 4.

Artikel 18

De algemene interpretatiemoeilijkheden van deze C.A.O. worden geregeld door de raad van beheer van het Fonds voor bestaanszekerheid van de textielnijverheid uit het administratief arrondissement Verviers onder verwijzing naar en in de geest van de C.A.O. nr. 17 van de Nationale Arbeidsraad.

Artikel 19

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is geldig voor de période van 1 januari 2001 tot en met 31 december 2002.

Gedaan te Gent op 18juni 2001